



# GROUPEMENT HIPPIQUE NATIONAL

Monsieur Bruno Le Roux  
Président du Groupe Socialistes et  
Républicains  
Assemblée Nationale  
126 Rue de l'Université  
75355 PARIS 07 SP

**URGENT**

Lamotte-Beuvron, le 18 Octobre 2013

Objet : Lettre ouverte TVA filière équestre

Monsieur le Président,

Je me permets de vous écrire **en urgence** venant d'apprendre par le cabinet de Stéphane Le Foll que le gouvernement allait demander ce jour une modification du taux de TVA appliqué aux activités de la filière équestre.

Il en ressort **une triple trahison** :

- **de la confiance envers les professionnels du secteur équestre.**

En effet, nous apprenons cette décision gouvernementale le jour où le vote a lieu au sein du Parlement. Elle ferait suite à une volonté de la Commission européenne d'engager une procédure en manquement sur manquement contre la France. Or, il est peu probable que la Commission européenne ait communiqué au gouvernement son intention de poursuivre la France ce jour à 15 h.

Alors que nous avons établi un climat de confiance et de coopération positive avec le gouvernement, nous nous interrogeons aujourd'hui sur le cynisme de sa trahison en plein débat parlementaire.

Redoutait-il que les professionnels du secteur, les milliers d'emploi de la filière et les 2 millions de pratiquants parlent aux représentants élus par les Français ?

- **de la défense des 2 millions de pratiquants du sport / loisir équestre.**

La filière équestre incarne le développement rural, le plus fort taux d'emploi féminin en milieu rural, le maintien de liens sociaux, la réalisation d'objectifs de santé publique, des perspectives de développement économique, et du bonheur dans la pratique de ce loisir / sport ....

En ne défendant pas ses citoyens face à la logique destructrice de la Commission européenne, le gouvernement français ruine par un «coup tordu» les investissements opérés depuis 10 ans par la filière équestre. De surcroit, il contrevient à ses propres objectifs et à la stratégie de l'Union européenne pour le monde rural.

- **de la parole donnée.**

Le gouvernement manque à sa parole. En date du 30 janvier 2013, par la plume de Monsieur Moscovici, ministre de l'économie, et du 4 juin 2013 par celle de Monsieur Le Foll, ministre de l'agriculture en réponse à une question de votre collègue Monsieur William Dumas, le gouvernement s'est engagé à défendre la filière équestre jusqu'au bout de la procédure. (cf. Pièce jointe 1)

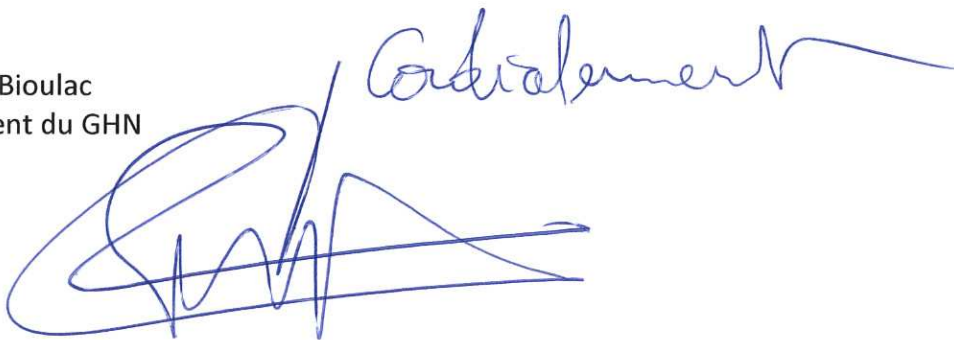
Il l'a encore fait récemment lors de nos différentes rencontres. Pourquoi revient-il aujourd'hui sur sa parole alors que la France n'a pas fait l'objet d'une nouvelle condamnation par la Cour de Justice ?

Pourquoi le gouvernement était-il en accord avec nos arguments juridiques et politiques (cf. Pièce jointe 2) hier et pas aujourd'hui ?

Monsieur le Président, au nom des centres équestres et dans l'intérêt des pratiquants du sport équestre, un sport/loisir populaire en France, je vous demande solennellement et dans l'urgence de sursoir à voter un changement de taux de TVA pour nos activités.

Dans l'attente de pouvoir vous rencontrer très prochainement, je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre haute considération.

Pascal Bioulac  
Président du GHN



PJ : Courrier de Monsieur Moscovici  
Réponse de Monsieur Le Foll à la question de Monsieur Dumas